
DES PETROLEUSES AUX DANAÏDES

Aspects du mouvement féministe à Angers (1974-1987)

Par Frédéric Dabouis



Avertissement

Dans cette étude, plusieurs aspects de l'activité féministe dans cette période (1974-1987) ne sont pas évoqués, en particulier parce qu'ils ont déjà été traités dans le mémoire de maîtrise d'Elodie-Cécile Marrel, *Mémoire et Histoire des féminismes (Angers, 1965-1985)*, sous la direction de Christine Bard, Université d'Angers, 1998. Il s'agit notamment des actions menées au plan local par la commission « féminine » puis « Travailleuses » de la CFDT (plusieurs femmes des groupes femmes d'Angers étaient adhérentes à cette centrale ouvrière), la commission «lutte des Femmes» du Parti socialiste, le Mouvement Français pour le Planning Familial, ou bien encore les militant-e-s de Choisir Angers (GALAC) et du MLAC.

On pourrait s'étonner aussi de l'absence dans cette courte étude de l'activité du Parti communiste français (PCF) en direction des femmes, d'autant plus que ce parti était encore au début de cette période le premier parti de gauche¹. De plus, les femmes communistes ou sympathisantes, regroupées dans l'Union des Femmes françaises (UFF), liée organiquement au PCF, disposaient dès la Libération de plusieurs organes de presse. A partir de 1964, elles eurent même un outil de propagande adapté au milieu féminin, la revue mensuelle *Heures claires*, largement diffusée par les militant-e-s. En fait, pour comprendre l'absence du PCF sur le terrain proprement *féministe* et non *féminin*, il faut savoir que si la politique du PCF et de l'UFF était tournée bien évidemment vers *l'égalité des droits* entre les femmes et les hommes (en particulier au niveau des salaires), elle s'obstinait à défendre une politique « anti-malthusienne » dans la classe ouvrière : la ligne en ce domaine avait été donnée dès 1956 par Jeannette Vermeersch, compagne de Maurice Thorez², qui affirma son opposition virulente à ce qu'on appelait à l'époque le « contrôle des naissances », selon elle « une arme entre les mains de la bourgeoisie contre les lois sociales ». Cette politique perdura jusqu'aux années 70 : ainsi, en 1971, le *Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire* publié par le PCF se bornait encore à proposer des mesures sociales permettant aux femmes « exerçant un travail professionnel et élevant leurs enfants de concilier ces deux activités » et n'évoquait nullement la lutte déjà engagée pour le droit à l'avortement et à la contraception.

Par ailleurs, le choix a délibérément été fait de reproduire en pleine page une bonne partie des documents les plus significatifs, notamment les tracts, plutôt que de les résumer et donc de prendre le risque de les censurer partiellement. Aux lecteurs de juger. On remarquera donc que certains de ces documents - les plus anciens - sont de mauvaise qualité. Il y a à cela plusieurs raisons, et tout d'abord, les faibles moyens matériels des groupes qui les ont édités : dans les années 70, les photocopieurs rapides et de bonne qualité n'existaient pas encore (à plus forte raison les copieurs couleur), et généralement les tracts étaient tirés - à quelques centaines d'exemplaires, pas plus - sur les ronéos de groupes amis, qu'ils soient politiques (LCR, OCT) ou associatifs (La librairie alternative *La Tête en Bas*). Les choix graphiques étaient limités en conséquence : prédominance du texte tapé à la machine, titres dans le meilleur des cas dessinés au normographe, dessins réalisés à main levée avec une roulette spéciale pour le stencil que l'on risquait à tout moment de déchirer. La seule alternative résidait dans le choix de la couleur du papier... le plus souvent tout à fait ordinaire avec une tendance au vieillissement rapide... J'ai choisi de les présenter tels quels, avec leurs taches, leurs pliures (pour les affiches), leurs défauts : ce sont des archives !

Précisons enfin que l'essentiel de la documentation reproduite ici provient des archives d'Anne-Marie Charles et de Marie Roudil, qui m'en ont autorisé la consultation. Qu'elles en soient ici remerciées.

Frédéric Dabouis

¹ A l'élection présidentielle de 1969, le candidat communiste Jacques Duclos avait obtenu plus de 21 % des suffrages exprimés, tandis que le socialiste SFIO Gaston Defferre avait à peine atteint la barre des 5 %. Si le nouveau Parti socialiste fondé en 1971 à Epinay par François Mitterrand créa une dynamique, ce n'est qu'aux législatives de 1978 qu'il dépassa le PCF en influence (PCF : 20,55 %, PS 22,58 %).

² Secrétaire général du Parti communiste de 1930 à sa mort en 1964. Membre du Comité central dès 1945, Jeannette Vermeersch (1910-2001) entra au Bureau politique en 1950. Elle resta très attachée à l'URSS jusqu'à sa dissolution en 1991.

LES « PETROLEUSES » ET LE GROUPE FEMMES D'ANGERS (1974-1981)

Dans l'après mai 68, au niveau national, la radicalisation des femmes s'est effectuée sur deux plans distincts, bien qu'étroitement liés pour une partie d'entre elles : la remise en cause de la famille traditionnelle et de l'autorité patriarcale d'une part, le développement des idées et des groupes révolutionnaires (trotskystes, maoïstes, anarchistes) d'autre part. Ainsi, dès la fin de 1973, le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) éclata en plusieurs courants : d'un côté « Psy et Po » (Psychanalyse et Politique), animé par Antoinette Fouque, qui considérait le mouvement ouvrier comme « une pièce maîtresse du système patriarcal »³, de l'autre les « Pétoleuses », qui se réclamaient encore du MLF, et la Plate-forme *Femmes en lutte*, qui souhaitaient toutes deux à la fois « insérer réellement la lutte des femmes dans la lutte des classes » et construire un mouvement autonome des femmes.

De fait, la première apparition publique du mouvement féministe à Angers eut lieu à l'initiative de femmes militantes ou sympathisantes de l'ex-Ligue communiste, dissoute en juin 1973⁴, à l'occasion d'une « contre-fête des mères », le samedi 25 mai 1974⁵, place du Ralliement, sur le thème « Fêtées une journée, exploitées toute l'année ». Le tract diffusé à cette occasion énonçait une série de revendications féministes : « Le droit d'avoir des enfants quand nous le désirons, de ne pas en avoir quand nous ne le désirons pas, contraception, avortement libres et remboursés par la sécurité sociale ! Crèches gratuites, ouvertes 24 h sur 24 ! Laveries collectives et gratuites ! Salles de réunion dans les immeubles et les quartiers ! Célibataires ou mariées, mêmes droits pour toutes ! ».



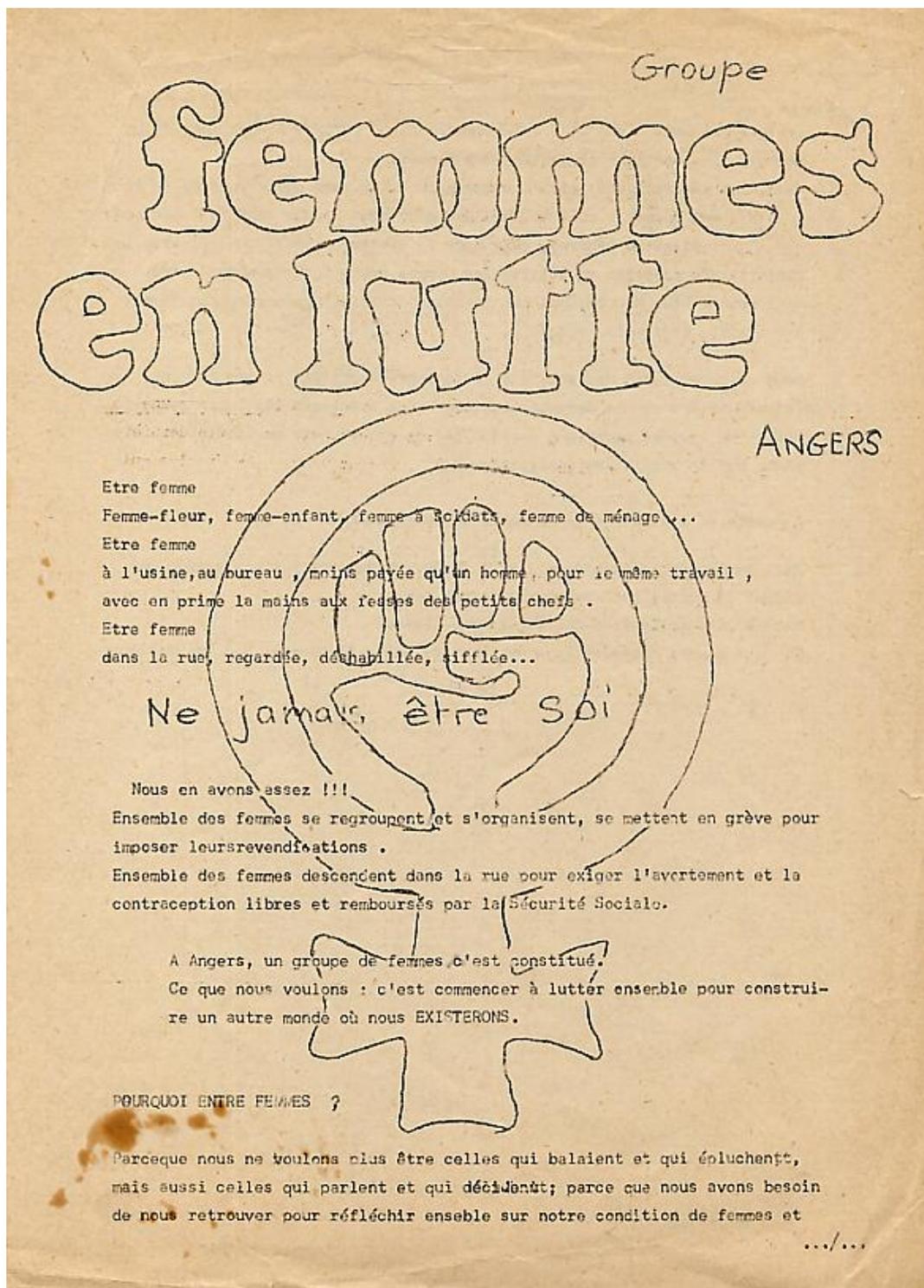
Article paru lundi 27 mai 1974 dans *La Nouvelle République* (édition d'Angers)

³ Selon l'expression utilisée par Josette Trat dans son article « Féminisme » publié dans l'ouvrage collectif *La France des années 1968*, Paris Syllepse, 2008, page 369.

⁴ En fait du *Front communiste révolutionnaire* (FCR) qui lui avait succédé avant de se transformer en décembre 1974 en *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR). La *Ligue communiste*, fondée en 1969, avait présenté Alain Krivine à l'élection présidentielle.

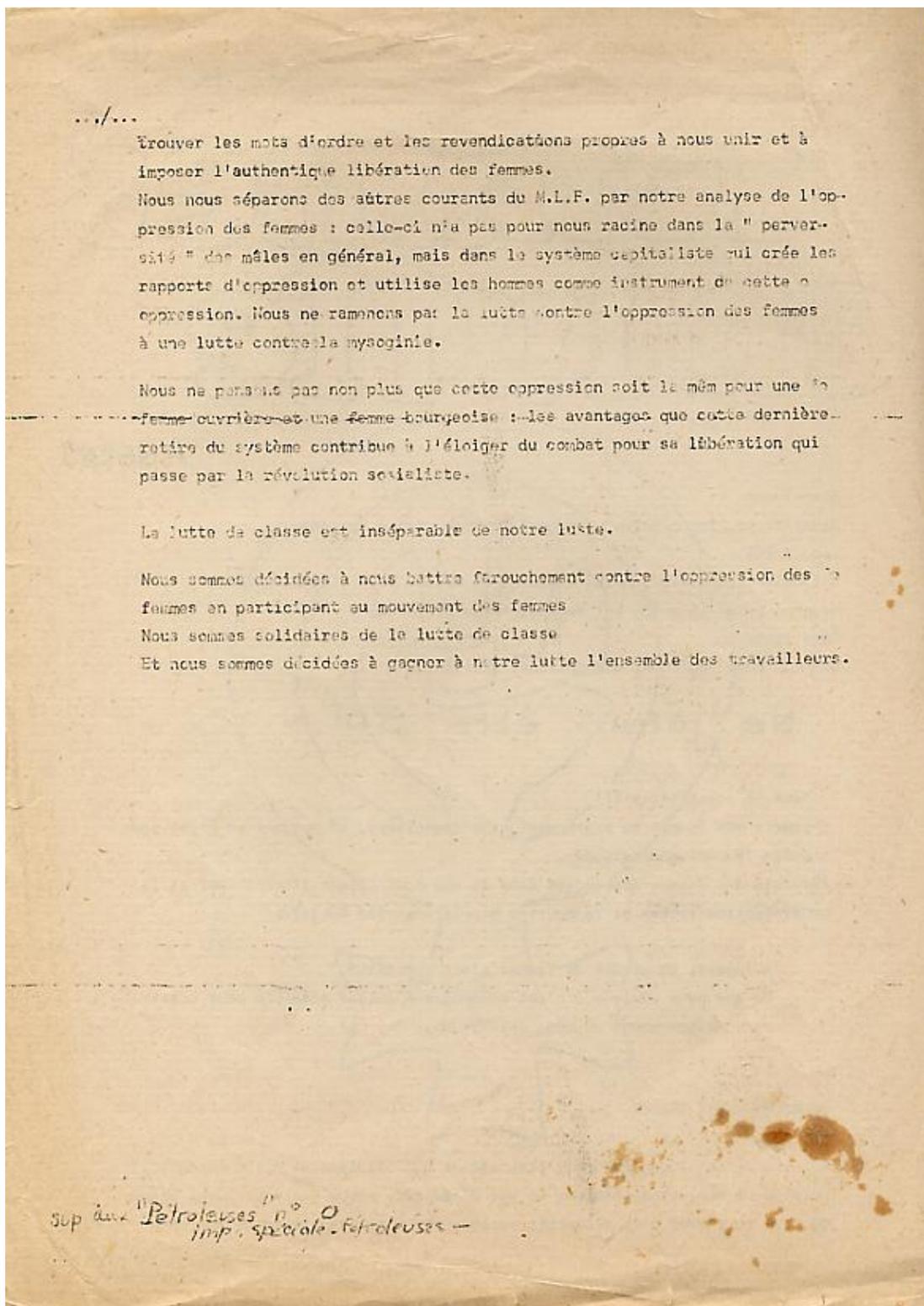
⁵ Deux jours avant la cérémonie d'investiture de Giscard d'Estaing, élu président le dimanche précédent, 19 mai.

Suite à cette action, menée selon la presse locale par des militantes de l'ex- Ligue communiste, mais aussi du PSU, un groupe des « Pétroleuses » ou « Femmes en lutte » s'est structuré. Un autre tract de ce groupe, présenté comme un supplément au numéro 0 de la revue des « Pétroleuses »⁶, fut diffusé semble-t-il dans cette même période (mai -juin 1974) :



Recto du tract de présentation du groupe « Femmes en lutte » (Pétroleuses)

⁶ Le n° 0 de la revue *Les Pétroleuses* est sorti à l'occasion du 8 mars 1974, peu avant le stage national tenu à Bièvres les 15 et 16 juin 1974, à l'initiative essentiellement de groupes femmes de quartier et de militantes du FCR/LCR.



Verso du tract de présentation du groupe « Femmes en lutte » (Pétroleuses)

Comme l'ensemble du mouvement féministe de l'époque, les Pétroleuses étaient internationalistes. C'est ainsi que fin 1974, le groupe décida d'organiser une manifestation place Lorraine à Angers en solidarité avec Eva Forest⁷. Cette psychiatre espagnole antifranquiste venait d'être arrêtée et accusée avec d'autres militant-e-s (dont Lidia Falcon et Maria Paz Ballesteros) d'avoir - entre autres - participé à l'attentat de l'ETA qui avait coûté la vie au premier ministre espagnol, l'amiral Carrero Blanco. Le groupe femmes diffusa à cette occasion un nouveau tract :

⁷ Arrêtée en septembre 1974, Eva Forest ne fut libérée qu'en 1977, deux ans après la mort du dictateur Franco.

ANJOU ANGER

• Les femmes en lutte définissent leurs objectifs

Né à Angers l'an passé, le groupe « Femmes en lutte » qui se réclame du mouvement des « Pétroleuses » après quelques manifestations spectaculaires notamment le jour de la fête des mères, essaie de définir ses objectifs et ses formes d'action.

« Nous contestons Françoise Giroud », déclarent-elles, car nous pensons que la condition de la femme est liée à la société de la lutte des classes.

Plus diplômées que les hommes mais employées comme O.S., les femmes constituent une main-d'œuvre sous-payée et sous-qualifiée. C'est pourquoi nous demandons une réduction massive du temps de travail, la formation professionnelle et à travail égal salaire égal. Mais il y a aussi le travail à la maison non rémunéré. Nous demandons pour y remédier une prise en charge sociale par la création de crèches et garderies ouvertes 24 heures sur 24, de restaurants et de laveries collectifs gratuits.

Issu du M.L.A.C. le mouvement des « pétroleuses » veut aller au-delà des simples problèmes de la contraception et de l'avortement ; pour l'instant certains de leurs projets paraissent un peu utopiques. Attendons maintenant leurs actions.

On remarquera que cette fois, le tract, reproduit ci-dessous, est signé désormais « Pétroleuses d'Angers (femmes en lutte) » et non plus simplement « Femmes en lutte ». Il combine des revendications à la fois économiques (réduction massive du temps de travail pour lutter contre le chômage, crèches gratuites) et sociétales (avortement et contraception libres et gratuits). D'ailleurs, dans la même période, en commun avec le Planning Familial, l'Union Départementale (UD) CFTD, le Comité d'Entreprise Thomson, des sections syndicales CGT et CFTD et des étudiants en médecine, les « Pétroleuses (groupe Femmes) » diffusent un dossier de 9 feuillets intitulé « Avortement : où en est-on à Angers ? ». En effet, plusieurs mois après le vote de la loi Veil (17 janvier 1975), celle-ci - jugée par ailleurs

« insuffisante » - n'est toujours pas appliquée à l'Hôpital d'Angers.

La bourgeoisie, par la voix de Giroud, prétend qu'une juste application de l'égalité des droits entre les sexes et que l'aménagement du travail domestique assurera l'émancipation de la femme.

Pour nous, l'oppression spécifique de la femme est liée à la société de classes: la bourgeoisie exploite l'ensemble des travailleurs et crée des divisions en leur sein qu'elle maintient par le biais de son idéologie.

L'oppression des femmes est d'ordre économique et a des conséquences idéologiques: la lutte des femmes pour leur libération ne peut donc être séparée de la lutte de tous les exploités.

L'emploi

L'un des aspects de l'oppression des femmes, c'est l'exploitation salariée qui ne lui est pas spécifique, mais qu'elle subit avec une particulière acuité. Elles constituent une main-d'œuvre sous-qualifiée et sous-payée: car si les femmes ont en moyenne un niveau de formation générale plus élevé que les hommes, elles ne trouvent pas d'emploi correspondant à cette formation, et constituent une main-d'œuvre d'O.S. Les hommes par contre possèdent des CAP qui leur ouvrent des emplois d'ouvriers qualifiés.

Les femmes constituent une main-d'œuvre de réserve utilisée en période de prospérité économique, et elles sont les premières touchées par le chômage en période de crise, parce qu'elles sont sous-qualifiées et qu'elles se trouvent dans les secteurs les plus arriérés.

Face au chômage, nous demandons:

- Réduction massive du temps de travail pour tous
- Formation professionnelle des femmes
- A travail égal, salaire égal

Double journée de travail

L'exploitation salariée de la femme s'ajoute le travail non rémunéré à la maison; la solution n'est pas le partage équitable des tâches ménagères entre le mari et la femme, mais une prise en charge sociale de ces travaux: c'est pourquoi nous demandons:

- crèches et garderies gratuites, ouvertes 24h sur 24
- Restaurants collectifs gratuits
- Laveries...

Avortement Contraception

Les femmes luttent pour réclamer le droit d'avoir des enfants quand elles le désirent. Contraint, le gouvernement vient de accorder 2 lois démagogiques sans mettre en oeuvre les moyens matériels de leur application. De plus, ces lois sont des lois de classe: actuellement, un avortement pratiqué en France revient plus cher qu'à l'étranger. N'étant pas remboursé par la Sécurité Sociale, la situation reste inchangée pour les travailleuses.

- Information réelle sur la contraception
- Avortement, contraception libres et remboursés par la Sécurité Sociale

Toutes ces revendications, sans mettre fin à l'oppression des femmes, ne peuvent que mettre en lumière sa nature réelle économique, et ses conséquences idéologiques, et clarifier les objectifs de la lutte.

PÉTROLEUSES d'Angers (femmes en lutte)

Au printemps 1975, le groupe des Pétrôleuses appelle aussi à participer au rassemblement organisé par la CGT et la CFDT le 15 mai devant la mairie d'Angers pour dénoncer la « démagogie » de la ministre à la « Condition féminine » Françoise Giroud, en visite à l'ESSCA. Voici d'abord le tract intersyndical, au ton très radical et anticapitaliste :

CGT / CFDT

15 mai 1975

Condition Feminine ooo

HALTE A LA DEMAGOGIE !

Françoise GIROUD vient à Angers, le 15 Mai prochain, à l'Ecole Supérieure des Sciences Commerciales. Elle va discuter seulement avec des étudiantes sur les problèmes de la " femme-cadre ". Or ces étudiantes, ces femmes-cadres, peuvent-elles parler seules au nom de toutes les femmes quand à THOMSON-ANGERS 1561 femmes sont OS et seulement 32 agents de maîtrise, quand à FULL-ANJOU 668 femmes sont OS sur 945 femmes employées, quand les femmes ne représentent que 2,6 % des ingénieurs. Alors pourquoi ne discute-t-elle pas des problèmes de la femme-OS avec des femme-OS. C'est pourtant le cas de la majorité des travailleuses ...

En effet, les femmes constituent une main d'oeuvre sous-qualifiée et sous-payée (2 millions de femmes gagnent moins de 1.500 francs par mois), en moyenne à qualification égale, les femmes gagnent 30 % de moins que les hommes. Elles forment les 2/3 des smicards. Elles sont orientées vers des professions et des études sans débouchés (couture, bureau ...). Les qualités qu'elles ont acquises sont ainsi utilisées selon les besoins du patronat dans d'autres domaines (avec un CAP de couture, on devient OS en électronique). Les femmes sont aussi les plus vite licenciées et les plus victimes de l'insécurité de l'emploi (3.155 femmes demandeuses d'emploi en février 1975 en Maine-et-Loire sur 6.257).

Il existe donc une discrimination ouverte à l'égard des femmes dans le monde du travail. A celle-ci, s'ajoute le travail domestique. La femme s'épuise dans les lessives, le ménage, la garde des enfants : elle fournit 80 à 90 heures de travail par semaine et selon ses besoins en main d'oeuvre, la bourgeoisie lance les femmes sur le marché du travail ou bien les maintient au foyer. Les femmes sont donc surexploitées et ce n'est pas seulement un problème de sexe.

C'est le capitalisme et l'idéologie bourgeoise qui réduit les femmes à l'infériorité économique et idéologique.

Ce ne sont pas les pseudo-réformes, les opérations publicitaires et démagogiques et le seul changement des mentalités qui pourront apporter des solutions.

/// SEULES LES LUTTES DE TOUTES LES TRAVAILLEUSES ET DE TOUS
/// LES TRAVAILLEURS PERMETTRONT DE FAIRE ABOUTIR LES REVENDI-
/// CATIONS COMMUNES DES FEMMES SALARIEES REPRISENT DANS L'AC-
CORD DES DEUX CONFEDERATIONS DU 21 NOVEMBRE 1974.

./...

Le Maire d'Angers et le Préfet invitent les Organisations Syndicales à participer à 11 h. 30 à " un échange de vues sur la condition féminine " avec Françoise GIROUD.

La CFDT et la CGT n'y participeront pas mais porteront avec les travailleuses et les travailleurs, les pétitions signées dans les entreprises et sur les marchés. Ainsi la condition des femmes travailleuses sera posée au grand jour !

VENEZ TOUTES ET TOUS AU
RASSEMBLEMENT LE
JEUDI 15 MAI
A PARTIR DE 11h 30
devant l'Hotel de Ville

Tract intersyndical / 15 mai 1975 / verso

A l'époque, la municipalité d'Angers est dirigée par le centre-droit en la personne du maire Jean Turc, qui sera battu aux élections municipales de mars 1977 par la liste d'Union de la Gauche dirigée par Jean Monnier, lui-même ancien secrétaire de l'UD CFTC puis (après le congrès de déconfessionnalisation de 1964) CFDT.

Quant au tract des Pétroleuses, en appelant à la manifestation syndicale, il se situe dans une perspective de Front unique avec les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, mais il développe également toutes les revendications du mouvement des femmes :

LE 15 MAI, FRANCOISE GIROUD SERA A ANGERS...

Françoise Giroud sera reçue à Angers le jeudi 15 mai, à grand renfort de cocktails, de réceptions officielles... coût de l'opération, 10 millions d'anciens francs, dont un aux frais de la municipalité!

Parallèlement, cette même municipalité nous refuse la création et le financement de crèches, de transports en commun... sous prétexte que les équipements collectifs reviennent trop chers! La situation est claire:

- D'un côté, des travailleuses qui en grande majorité occupent les emplois les moins qualifiés, les moins payés (O.S, dactylos...), qui sont les premières licenciées (plus de 50% des demandeurs d'emploi en Maine et Loire) avec les jeunes, les immigrées... Des travailleuses qui en plus doivent s'occuper du ménage, de la cuisine, des lessives... et qui effectuent au total 80 H de travail par semaine.

... Des ménagères coupées de la vie sociale, qui, le plus souvent ne peuvent pas trouver d'emploi à l'extérieur car elles n'ont pas de métier, qu'il n'y a pas de crèches (à Angers moins de 200 placés!...), et que leur salaire serait trop faible par rapport au coût de la garde des enfants.

- De l'autre, un ministre à la condition féminine qui accorde des réformettes: les femmes ont aujourd'hui le droit de signer avec leur mari la déclaration d'impôt..., mais qui se déclare incapable de répondre aux problèmes du chômage féminin, des crèches, de l'augmentation du coût de la vie, car dit-elle, ce n'est pas son domaine mais celui du gouvernement. Ce dernier d'ailleurs s'il a fait voter récemment une loi "libéralisant" l'avortement ne met aucun moyen en oeuvre pour la faire réellement appliquer.

À Angers aucune disposition n'a encore été prise à l'hôpital pour effectuer des interruptions de grossesses. Des dizaines de femmes, chaque semaine, continuent à aller à l'étranger. De plus n'oublions pas, que l'avortement n'est pas remboursé par les sécurité sociale, et qu'en conséquence, ce sont les femmes les plus démunies qui continuent à subir des grossesses non désirées, ou à pratiquer des avortements clandestins.

Non madame Giroud, nous ne sommes pas dupes de la publicité organisée autour de l'année de la femme. Ne vise-t-elle pas à nous faire plus facilement accepter notre oppression? Nous ne vous faisons pas confiance.

Nous réclameons :

La fin de toute discrimination dans le travail

- FORMATION PROFESSIONNELLE PAYEE
 - A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL
 - CONGE PAYE POUR LA GARDE DES ENFANTS MALADES POUR L'HOMME OU LA FEMME
- contre le chômage :
- DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL POUR TOUS SANS DIMINUTION DE SALAIRE

Le droit pour les femmes de disposer de leur corps, de ne plus être considérées comme de simples objets sexuels (publicité...) ou des êtres faibles (livres scolaires...)

- AVORTEMENT, CONTRACEPTION POUR TOUTES REMBOURSEES PAR LA SECURITE SOCIALE
- INFORMATION SEXUELLE ET EDUCATION SUR LE CONTROLE DES NAISSANCES, DANS LES ECOLES, LES USINES, LES QUARTIERS...

La fin de la double journée de travail par la socialisation des tâches ménagères

- CRECHES OUVERTES 24H SUR 24, GRATUITES, CONTROLEES PAR LES UTILISATEURS
- EQUIPEMENTS COLLECTIFS DE QUALITE ET A BAS PRIX : LAVERIES, RESTAURANTS...

C'est à nous toutes travailleuses, ménagères de prendre ces revendications en main, de nous organiser de façon autonome pour abandonner notre mentalité d'esclave, d'impulser des luttes avec l'ensemble des travailleurs afin de mettre fin à la division entre hommes et femmes qu'entretient le pouvoir afin de mieux nous exploiter tous.

Prochainement, le groupe Pétroleuses (femmes en lutte) animera sur votre quartier des débats, et nous vous invitons à prendre contact avec nous à cette occasion.

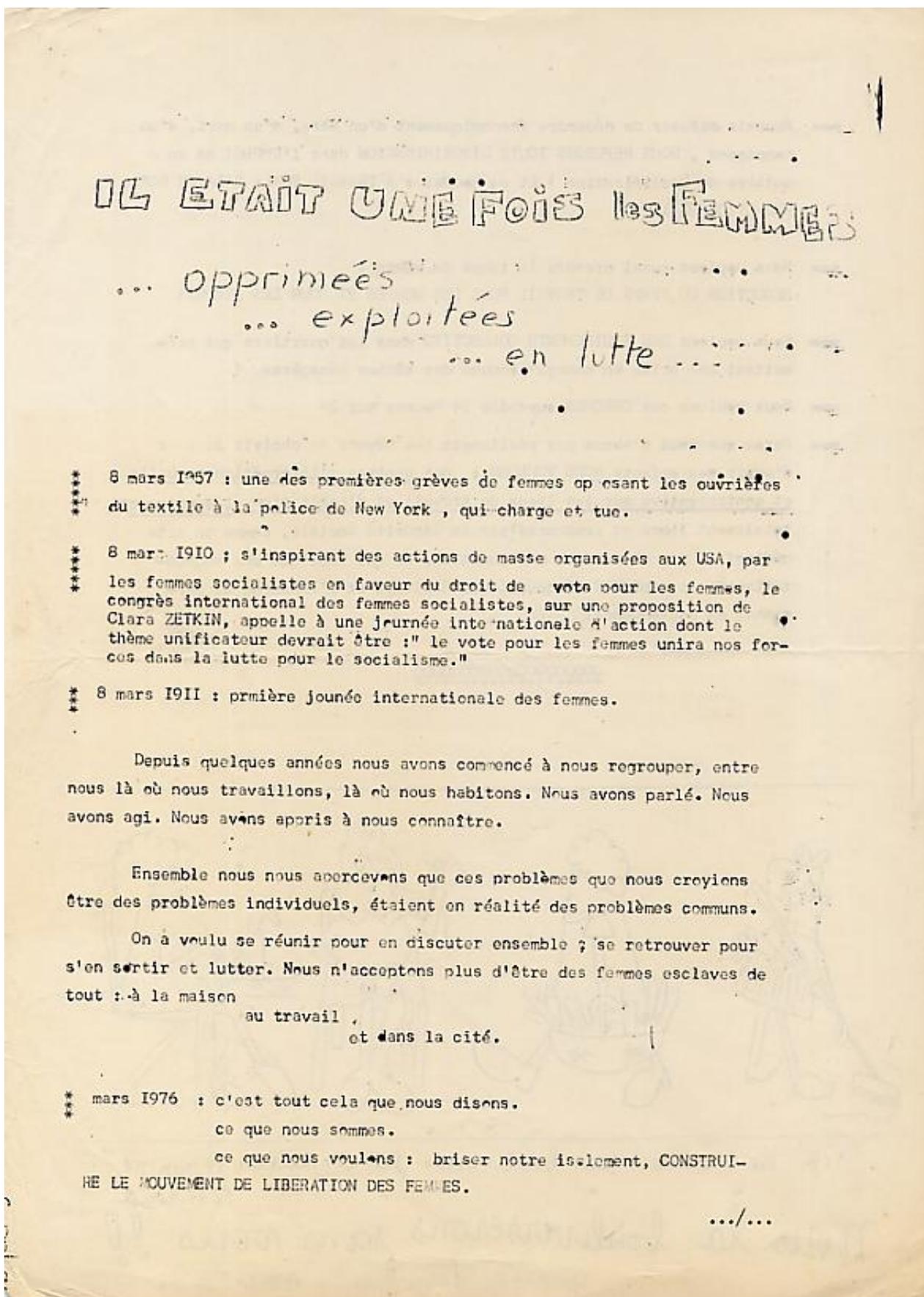
Nous appelons à participer à la MANIFESTATION ORGANISEE PAR LA C.G.T ET LA C.F.D.T CONTRE LA VENUE DE GIROUD, LE JEUDI 15 MAI DEVANT LA MAIRIE A 11H30.

groupe PETROLEUSES (femmes en lutte)
d'Angers

Tract des Pétroleuses pour le rassemblement du 15 mai 1975 / verso

En 1976, la référence aux Pétroleuses, ces femmes révolutionnaires qui avaient participé à la Commune de Paris au printemps 1871, est abandonnée, car au plan local, les militantes féministes, qui ne sont pas toutes dans un groupe politique, cherchent à rassembler des femmes de tout bord.

C'est ainsi que le nouveau tract édité pour le 8 mars 1976, bien qu'inspiré de la plate-forme nationale des « Pétroleuses », est signé simplement « groupe Femmes - Angers ». Il rappelle l'origine de cette journée internationale de mobilisation :



Tract du groupe femmes / 8 mars 1976 / recto

la description des organisations et publications féministes ainsi que des lieux de femmes qui existaient à l'époque dans plusieurs villes suisses (Genève, Lausanne, Zurich, La Chaux de Fonds, Bienne).

Pendant cette période, parallèlement aux groupes « Femmes en lutte » impulsés par la LC/LCR, une autre organisation d'extrême-gauche, l'OCT⁸, avait créé son propre réseau féministe sous le nom - proche - de « Femmes Travailleuses en lutte » (FTL) à partir des noyaux constitués dès mars 1975 par le groupe « Révolution ! » et de leur fusion avec ceux de la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP) en novembre 1975⁹. Le but : « faire apparaître la conception d'un mouvement de femmes sous direction prolétarienne ». Toutefois, en janvier 1977, l'OCT faisait elle-même dans un rapport interne un bilan plutôt négatif de cette expérience : « stagnation politique » et « essoufflement chronique du comité de rédaction » du bulletin. Les auteur-e-s proposaient en conséquence de « renforcer l'autonomie de FTL », ainsi que de « renforcer les liens avec le courant Femmes en lutte » (les deux courants ayant le « projet commun de construire un mouvement autonome des femmes (une organisation de masse des femmes) ». Ainsi, les cercles FTL devaient participer « aux diverses initiatives et coordinations de groupes de femmes », en précisant toutefois « quand c'est sur des thèmes corrects évidemment »...

A Angers, les militantes de l'OCT qui animaient un petit groupe « Femmes Travailleuses en Lutte » appliquèrent cette orientation avant la lettre. En effet, selon une circulaire interne au groupe local « Femmes en lutte » rendant compte du week-end de discussion des 16 et 17 octobre 1976, il apparaît que le groupe « Femmes travailleuses » y avait été invité dans le but de « former un groupe unique sur une base minima d'accord ». L'accord en question se fit sur la base à la fois de la « remise en cause du système capitaliste » et de l'engagement à impulser ou soutenir toute action remettant en cause « notre statut de femmes » (permanences au local, soutien aux grèves de femmes), mais une minorité du groupe « Femmes travailleuses » s'y opposa et quitta la réunion¹⁰.

Le groupe femmes unifié s'organisa alors en plusieurs secteurs : hôpital, travail sur les entreprises, travail femmes quartier, groupe de discussion sur la « séduction », groupe montage vidéo, groupe de travail sur la condition des femmes dans les pays socialistes, chaque groupe devant en principe faire des comptes rendus écrits de son activité. Il y eut aussi vers 1980 un groupe à l'Ecole normale.



Ainsi les membres de différentes sensibilités féministes avaient donc fini par unir leurs efforts.

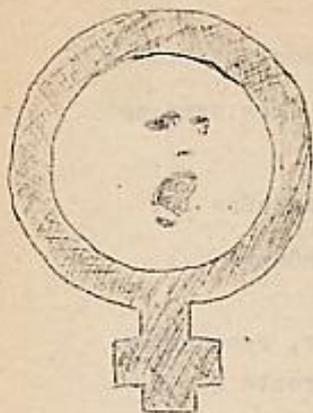
Le groupe unifié put utiliser le local que « Femmes en lutte » avait commencé à louer dès le mois de septembre 1976 au 32 rue Parcheminerie à Angers. Des réunions y furent très vite organisées : le 27 octobre sur l'avortement et la contraception, le 3 novembre une coordination. Et fin novembre, la presse locale annonça l'ouverture de deux permanences hebdomadaires « réservées aux femmes » à partir du 1^{er} décembre.

Un tract intitulé « Lettre ouverte à toutes les femmes » fut également diffusé fin novembre pour annoncer les permanences :

⁸ L'OCT (*Organisation Communiste des Travailleurs*) est née en décembre 1976 de la fusion entre l'*Organisation Communiste Révolution !* (familièrement appelée *Révo !*), issue d'une scission de la Ligue communiste en 1971, et la GOP (*Gauche Ouvrière et Paysanne*), issue d'une tendance minoritaire du PSU. Après diverses péripéties et scissions, l'OCT s'est auto-dissoute fin 1981.

⁹ Cf. Compte rendu de la Conférence Nationale Femmes de l'OCT du 23 janvier 1977.

¹⁰ Déjà, à la suite d'un week-end de discussion les 29 et 30 mai 1976, une militante du groupe « Révolution ! », G., avait exprimé des critiques vis-à-vis du fonctionnement du groupe en « rencontres de copines » au détriment de la « lutte contre l'exploitation capitaliste », tout en précisant que son point de vue « n'engageait en rien d'autres militantes ou sympathisantes de Révolution ! ».



Lettre ouverte à
toutes les femmes

POURQUOI UN CENTRE DE FEMMES ?

Dans la ville, nous ne sommes chez nous nulle part, les cafés appartiennent aux hommes après 8 heures du soir, les centres de loisirs sont destinés aux jeunes et aux enfants...

Nous voulons développer une solidarité concrète entre toutes les femmes par une mise en commun de nos expériences, de nos désirs et de nos revendications.

C'est pourquoi, il nous semble nécessaire d'avoir un lieu central accessible facilement à toutes les femmes.

QUI SOMMES NOUS ?
QUE VOULONS NOUS ?

Nous sommes le groupe femmes d'Angers : nous nous réunissons régulièrement pour essayer de rompre notre isolement et commencer à lutter ensemble pour construire un autre monde où nous EXISTERONS
Nous voulons que ça change !!!

Plus nous parlerons ensemble, plus nous nous rencontrerons, plus notre désir de lutter sera fort, plus l'exploitation de nos vies et de nos corps apparaîtra sans masque.

Nous sommes des ménagères, des employées, des étudiantes ... en bref des femmes comme vous !!!

.../...

Nous avons rassemblé des informations sur les problèmes des femmes :

- sur l'avortement, la contraception, l'accouchement, les examens gynécologiques ...
- sur le divorce, le mariage, le statut de mère célibataire ...
- sur le travail, la formation professionnelle, le chômage ...

Vous pouvez prendre contact avec nous, venir discuter, rencontrer d'autres femmes, vous informer, participer aux différents groupes de travail ...

Nous ne sommes subventionnées par personne, nous payons nous-mêmes loyer, téléphone ...

PERMANENCES (à partir du 1 décembre 1976)

1^e MERCREDI DE 18 à 20 H

1^e VENDREDI DE 14 à 16 H

32, rue Parchominerie - Angers -

Tél : 88 21 13

Les Femmes ensemble
sont fortes !!!

P.S. : le centre femmes est réservé aux femmes, il y a toute la rue où nous pouvons nous rencontrer femmes et hommes.

groupe Femmes Angers

imprimerie spéciale de l'éditeur.

A noter que le groupe, qui s'intitula désormais simplement « Groupe femmes », affichait sa volonté de ne pas être en concurrence avec le Planning Familial et la Boutique de Droit. Une affichette imprimée fut éditée pour annoncer les jours et heures des permanences.

Avec la gestion du local, apparaissent des cahiers de permanences ou de comptes, tenus de façon plus ou moins sérieuse de septembre 1976 au début de 1981. Ces cahiers nous permettent d'avoir une idée assez précise des effectifs du groupe femmes. Ainsi, en décembre 1976, on sait que 17 cotisantes et le groupe Hôpital versent 780 F. Fin 1976-début 1977, parmi les cotisantes régulières, on relève plusieurs militantes de la LCR, appartenant au groupe femmes Hôpital, ou bien enseignantes, fonctionnaires ou étudiantes. Dans l'année 76-77, le nombre de cotisantes régulières tourne autour de la vingtaine, avec un total d'environ 500 à 600 F par mois.

Dans cette première année du groupe femmes unifié, des difficultés apparaissent cependant. Ainsi, dans une lettre datée du 4 mars 1977, écrite pour un week-end de réunion du groupe le 6 mars auquel elle ne pourra participer, une militante de l'OCT analyse les difficultés du groupe femmes et évoque une nécessaire « clarification politique ». Elle propose à la « cinquantaine de femmes »

qui sont encore ou sont passées dans les groupes femmes de se répartir en secteurs en fonction de leur insertion sociale : « groupes hôpital, entreprise, chômeuses, enseignantes, étudiantes, éducatrices, quartier, etc. ». Inversement, un document manuscrit et hectographié non daté mais qui évoque « l'AG du 6 mars » (1977), fait le constat que plusieurs membres du groupe femmes n'ont trouvé leur place « dans aucun groupe ». Les cinq signataires annoncent donc la formation d'un groupe de réflexion collective et d'action (par exemple contre le film « Histoire d'O », à l'occasion « d'élection des reines », aux prochaines municipales, ou bien en bombant les publicités). Une « première réunion du groupe », intitulé « Plaisir et contrainte », était annoncée le jeudi 14 avril suivant au local, 32 rue Parcheminerie.

A partir d'octobre 1977, le groupe femmes quitta le local de la rue Parcheminerie, trop petit et trop « pourri », pour s'installer au 4 rue Saint-Laud (au 3^{ème} étage). Un plan de financement des activités et du local, non daté, mais sans doute élaboré à ce moment-là, se basait sur un montant de cotisations mensuelles de 766 francs par mois, et prévoyait un loyer de 200 F et des charges d'environ 66 F, ce qui laissait 500 F à répartir tous les mois entre les « 4 ou 5 » sous-groupes. Ceux-ci sont d'ailleurs répertoriés dans un listing non daté lui aussi, qui recense 9 membres dans le groupe « Viol », 8 dans le groupe « Hôpital », 7 dans le groupe « Emploi-crèches », 2 dans le groupe « Cité administrative » et 7 dans un dernier groupe sans intitulé, ce qui au passage laisse entrevoir que plusieurs femmes avaient toujours des difficultés à trouver leur place dans l'une ou l'autre des diverses facettes du mouvement féministe local. Le potentiel effectif du groupe femmes unifié aurait donc été à ce moment-là d'une trentaine de cotisantes régulières, et les ressources suffisantes pour un loyer mensuel pas trop élevé.

Une lettre dactylographiée et hectographiée du 16 novembre 1977, signée « Marie », fait une sorte de bilan, évoquant « la restructuration du mouvement des femmes sur la ville » (Angers) et un accord sur 4 points : la nécessité d'actions communes, d'éviter le sectarisme et la marginalité, d'ancrer les groupes femmes sur un secteur d'intervention « entreprises, quartiers, lycées, fac » et de les coordonner. Marie se dit prête par ailleurs à



« intervenir au sein du Planning pour des actions communes avec les groupes femmes sur tout ce qui concerne l'avortement et la contraception » et à « participer à un groupe femmes Roseraie » (elle habite Angers sud).

Pendant plusieurs années, le groupe de l'Hôpital diffusa une sorte de « feuille d'entreprise » intitulée « De quoi parlent-elles ? » :

mars 1978 -



DE QUOI
PARLENT - ELLES ?

A l'hôpital, 80 % du personnel est féminin. Pourtant, la plupart d'entre nous, A.S.I., A.S.B., Aide-soignantes, infirmières, agents de bureau, nous ne sommes que des EXECUTANTES.

On voudrait que nous nous contentions d'exécuter et de nous comporter comme nos patrons, chefs de services, chefs de bureaux, DES HOMMES EN GENERAL, nous le demandent, puisque ce sont eux qui possèdent la connaissance et le pouvoir.

En tant que femmes et travailleuses, nous en avons trois sortes de pouvoirs :

- le pouvoir médical
- le pouvoir hiérarchique
- le pouvoir des hommes.

NOUS N'ACCEPTONS PLUS CETTE EXPLOITATION !

- Nous ne trouvons pas normal que certains chefs de service et responsables du recrutement "choisissent" le personnel au vu d'une photo d'identité ou suivant leur physique.

Chaque femme doit avoir droit au travail, quel que soit son âge et son aspect physique.

- Nous ne trouvons pas normal que certains internes et chirurgiens se permettent, comme cela s'est fait récemment, de forcer une externe à se baigner nue sous leurs yeux.

Ce mépris des externes par les médecins semble être un fait courant à l'hôpital. Nous ne l'acceptons pas, même si c'est une tradition dans le milieu médical.

- Nous ne trouvons pas normal que des secrétaires soient obligées de subir, sans réagir, les réflexions des patrons, des internes ou des hommes qui les entourent, sur leur toilette, leur parfum, leur maquillage...

Ce ne sont là que trois exemples... Chaque femme de l'hôpital quel que soit son travail (ménager, soignant ou administratif) pourrait en donner bien d'autres.

Nous sommes de plus en plus nombreuses à refuser d'être considérées comme des objets et luttons entre autres pour établir entre les femmes et les hommes des rapports plus égalitaires.

xxxxxx

./...

8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Cette journée n'est pas une simple commémoration, un regard nostalgique sur les luttes de femmes inscrites dans le passé : même si quelques dates restent marquantes telles

- le 8 mars 1917 où une grève de femmes provoquait le début de la révolution russe
- ou le 8 mars 1857 : une des premières grèves de femmes opposant les ouvrières du textile à la police de New-York qui charge et tue
- ou le 8 mars 1910 : Congrès international des femmes socialistes. Sur une proposition de Clara Zetkin, le congrès décrétait cette journée "Journée Internationale des femmes"
- ou le 8 mars 1943 où les résistantes au régime mussolinien participent aux grèves insurrectionnelles.....

le 8 mars reste la manifestation réelle et bien vivante de la lutte des femmes dans tous les pays.

POURQUOI UN GROUPE FEMMES A L'HÔPITAL ?

Nous sommes des femmes de l'hôpital qui nous réunissons régulièrement pour discuter ensemble, pour s'en sortir et pour lutter. Nous n'acceptons plus d'être des femmes esclaves de tout : à la maison, au travail et dans la cité.

Nous nous rencontrons entre femmes parce que nous sommes moins gênées pour parler de nos problèmes.

Ensemble, nous découvrons que ces problèmes que nous croyons privés, nous sont communs, et sont liés à la place des femmes dans la Société.

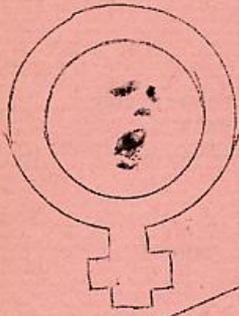
Ensemble nous luttons !

Groupe femmes hôpital

une adresse →

GROUPE FEMMES
4, rue St LAUD
43000 ANGERS

10/1 spéciale



DE QUOI

PARLENT-ELLES ?

LE CONGE POST-NATAL : DEUX ANS SANS SOLDE

Cette loi permet aux femmes qui le désirent de prendre un congé sans solde à l'issue de leur congé de maternité, pendant une durée de six mois renouvelable, dans la limite de deux ans. Au terme de ce congé la femme reprend son activité en conservant ses droits à l'avancement d'échelon, réduit de moitié.

NOUS REFUSONS CETTE LOI SEXISTE QUI,

- * renvoie les femmes dans leurs foyers - Seules les "agents féminins" peuvent prendre ce congé. Le texte encore une fois contribue à renforcer l'idée que seule la femme est capable d'élever des enfants. (pourquoi le père, s'il le désire, ne pourrait-il pas prendre ce congé ?).
- * ne concerne qu'un nombre limité de famille où la femme travaille : celles qui peuvent se passer d'une part importante de leurs revenus, au moment où survient la charge supplémentaire d'un enfant.
- * exclue les femmes seules ayant charge d'enfant.
- * enfin, il risque de substituer au développement indispensable des équipements et services collectifs comme les crèches.

- NOUS VOULONS que l'éducation de nos enfants ne soit plus seulement notre affaire, à nous femme.
- NOUS VOULONS vivre autrement, avoir du temps pour faire des choses plus intéressantes que la vaisselle, le ménage, la lessive ... le soir après le boulot ou les jour de congé.
- NOUS VOULONS avoir la possibilité grâce à des équipements collectifs

(restaurants sociaux, centre de jeux, garderies, crèches collectives
près de chez nous, ouvertes 24 heures sur 24) d'avoir des temps de
loisirs, de pouvoir sortir, lire, participer à la vie du quartier, à
l'école ...

cela n'est guère possible après huit heures de boulot ... aussi

NOUS VOULONS UNE REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL POUR TOUS hommes et
femmes et non pas un congé de deux ans qui encore une fois nous
renvoie à nos foyers.

groupe femmes hôpital

SI VOUS DESIREZ NOUS CONTACTER, VOUS POUVEZ ECRIRE A CETTE ADRESSE :

GRUPE FEMMES
4; rue St Laud
49000 ANGERS

10p. Spéciale.

Tract du groupe Femmes Hôpital / non daté / verso

Des difficultés financières apparurent toutefois assez vite, le loyer - trimestriel - du local n'étant pas réglé régulièrement, comme l'attestent les rappels adressés au groupe femmes par le gérant, notamment en 1980-1981. Ces difficultés sont attestées aussi dans le cahier de comptes par une note du 6 juillet 1978 qui précise : « aucune cotisation payée juin, aucun groupe »... La situation se redressa un peu à la rentrée 1978, mais le nombre de

cotisantes décrut (une dizaine en septembre), et le compte en banque se vida. Un point fait au 9 janvier 1979 indique même une encaisse égale à zéro (le loyer du premier trimestre - 765 F - absorbant les dernières ressources du groupe. L'échéance d'assurances de février (244,25 F) fut payée « de ma poche », dit la trésorière, ce qui voulait dire un bilan financier négatif, mais le « sous-groupe hôpital » paya l'EDF du mois et les diverses cotisations du groupe hôpital et de deux adhérentes individuelles (dont la trésorière) remontèrent l'état de la caisse à nouveau à zéro...

Heureusement, à l'AG du 3 avril 1979, 350 F de cotisations rentrèrent (7 cotisations uniformes de 50 F), et le groupe viol versa 400 F. L'AG du 5 juin 1979 (qui réunit 15 participantes) fit rentrer à son tour 690 F, ce qui assura le loyer de juillet-août-septembre : 683, 05 F !). Le premier cahier de comptes s'arrête le 3 mars 1980 avec le paiement du loyer et de l'EDF : il restait alors 257,31 F en caisse. Un second cahier fait apparaître une très nette baisse du nombre de cotisantes (moins d'une dizaine) et des difficultés à payer le loyer trimestriel : ainsi, le loyer du second trimestre 1980 (721,84 F) ne fut réglé que le 2 juin ! Il faut dire qu'un litige avec le gérant était intervenu, du fait de problèmes de toiture non réparée. Toujours est-il que pour les deux derniers trimestres de 1980, les comptes furent constamment dans le rouge : - 401,31 F vers la fin de l'année, - 209,31 F après un versement de 192 F du « groupe travail ». Le cahier s'arrête sur un solde égal à 0 en février 1981 : l'assurance et l'EDF sont payés, mais pas le loyer du premier trimestre (782 F). Finalement, face à la baisse du militantisme du groupe, à ses déchirements internes et à l'épuisement des ressources financières, l'association dut abandonner le local et se dissoudre en juin 1981.

Toutes ces difficultés, tant de structuration que financières, n'empêchèrent pas le groupe femmes de mener une activité suivie pendant cette période.

En particulier, le groupe « Viol et agressions », qui fonctionnait, selon une de ses militantes, en groupe de conscience et d'intervention, organisa durant l'année 78 une formation de self-défense entre femmes au Budokan avec une professeure de judo. Il suivit aussi, en lien avec d'autres groupes femmes, notamment de l'Ouest (Brest, Tours, Le Mans, Caen, Rennes...) un procès pour viol qui se tint au Mans en janvier 78 et maintint une agitation sur ce thème : distribution de tracts à Angers, présence de femmes d'Angers dans la salle d'audience au Mans. Finalement, le violeur fut condamné à cinq années de prison. Le groupe organisa alors une soirée film-débat sur le viol (projection des deux courts-métrages « Suzan » et « la drague »¹¹) à la Fédération des Œuvres Laïques (avenue Marie-Talet à Angers) le 3 février suivant. L'initiative rencontra un large succès : 400 personnes se pressèrent dans la salle qui n'avait théoriquement que 200 places ! Il y eut une collecte et un appel à un débat non mixte « qui n'a pas eu d'écho ». Le quotidien *Ouest-France* rendit compte de cette soirée le 7 février, en exposant correctement la problématique : combattre le viol, mais sans oublier que ce dernier a des causes « historiques, sociales, éducatives », la femme étant considérée comme « la chose de l'homme, sa propriété ».



Pendant les vacances d'été 78, les femmes du groupe « Viol et agressions » rencontrèrent le groupe SOS femmes violées d'Aix-en-Provence. Puis le groupe « viol » cessa d'exister. Toutefois, en 1980, le groupe femmes soutint aussi une femme de la région d'Angers qui avait été violée en la mettant en contact avec l'avocate du procès du Mans et en l'aidant à réaliser un tract. Ce procès ayant eu lieu à huis clos le 19 juin 1980, le groupe distribua alors

¹¹ Une affiche sérigraphiée, reproduite ci-dessus, fut tirée à cette occasion. Elle était intitulée significativement « Face aux VIOLences, fini le Silence » et signée du « Groupe Femmes « agressions et viol », 4 rue Saint-Laud.

un tract en ville. Une partie de l'argent récolté à la soirée-débat du 3 février 78 servit à payer les frais du procès. Enfin, à la suite de plusieurs viols commis en 1980, dont l'un concernait la fille d'une « copine », le groupe de femmes et le groupe de lesbiennes, qui apparaît alors en tant que tel, organisèrent le 9 mai 1981 (soit à la veille même du second tour de l'élection présidentielle qui donna la victoire à François Mitterrand) « une journée contre le viol et les violences faites aux femmes » : occupation de la place du Ralliement avec distribution de tracts et panneaux d'affichage, projection (mixte) du film « Chaperons rouges » avec débat non-mixte en présence de deux femmes du groupe de Wendo de Paris, puis marche aux flambeaux suivie par une centaine de femmes dans les rues d'Angers. Le groupe, parfois intitulé « Commission viol », publia pendant cette période plusieurs tracts, dont celui reproduit ci-dessous :

QUAND TU ENTENDS UNE FEMME CRIER , NE LA LAISSE PAS SEULE!

Si on te parle de Marie qui s'est fait violée, tu diras :
"Elle n'avait qu'à pas faire de stop"

Et pourtant, cela ne t'arrive jamais :

- de ne pas oser rentrer seule dans un café ?
- de ne pas répondre quand on t'aborde où qu'on te siffle dans la rue ?
- d'avoir peur de sortir seule le soir ?
- de ne pas permettre à ta fille d'aller dans une boum ?
- de ne pas oser dire non à ton mari où ton copain ?

NOUS SI !!!

Hommes et femmes, nous sommes tous concernés.

Le viol n'est pas une fatalité.

Les hommes ne naissent pas violeurs.

Les femmes ne veulent pas condamner, ELLES VEULENT VIVRE.

Le procès de Marie a lieu en décembre. Ne la laissons pas seule !

CONTRE LE VIOL, SOLIDARITE



Commission Viol
4, rue St Laud - 3e étage
49000 ANGERS

De son côté, le groupe « Femmes et travail » sortit un tract sur le thème du « 3^{ème} enfant » (c'était l'époque où le président Giscard d'Estaing voulait « repeupler la France » !). Sur l'un des exemplaires conservés sont mentionnés, en face de noms de quartiers populaires ou de lieux de travail, des listes de prénoms. Ainsi, : « Zup Nord : B. et M., Hôpital : M. A. (6-7) - P. (7-8) -M. M. (6-7) - V. (7-8), Grand Marché : (un blanc), L'Aiglon : S., Mendès¹² : M-A.», ce qui dénote la volonté de diffuser les idées féministes sur une large échelle en milieu populaire. Le tract lui-même dénonce sur un ton ironique « la grande peur de [Michel] Debré (...) de voir s'éteindre la race blanche » et l'avant-projet gouvernemental qui propose, au 3^{ème} enfant, « une prime de 10 000 F, la retraite même si l'on n'a pas été salariée, 6 mois de congé de maternité, un crédit sans apport personnel pour la construction d'une maison individuelle ». Le groupe explique que les 10 000 F ne suffisent pas à élever un enfant, et que le crédit sans apport personnel risque de mettre les bas salaires « dans une situation financière difficile ». Le tract conclut : « Un troisième enfant... si nous voulons, quand nous voulons ».

Une partie du groupe femmes, lequel existait jusque là de façon informelle, aurait eu début 1978 l'intention de « se mettre en association », mais il apparaît que cet objectif rencontra - au moins au départ - une certaine opposition. Apparemment, la décision finale du groupe femmes de se transformer en structure associative formelle eut quand même bien lieu au printemps 1978. La lettre de déclaration officielle en préfecture elle-même date du 24 mai 1978 : les trois responsables de l'association dite « Collectif de femmes » sont une élève infirmière de 20 ans, une institutrice de 31 ans et une éducatrice spécialisée de 26 ans. Pour marquer le fonctionnement collectif de l'association, la lettre ne mentionna pas volontairement de responsabilités pour chacune des fondatrices. Le siège social indiqué dans les statuts était au local, 4 rue Saint-Laud à Angers. L'association fut enregistrée officiellement par la Préfecture de Maine-et-Loire le 9 juin.

Dans le cadre de la lutte menée au plan national par le MLAC, le groupe femmes participa activement à plusieurs initiatives, dont, dès novembre 1978, une démarche commune avec le Planning Familial¹³ en direction de sections syndicales de salarié-e-s pour lancer la mobilisation en vue du débat au Parlement sur le « renouvellement » de la loi Veil. C'est dans cette dynamique qu'eut lieu en novembre 1979 une manifestation à Angers.

A ce moment-là, il y avait toujours des rencontres au local tous les premiers mardis du mois vers 20 h 30 et une permanence le samedi de 15 h à 18 h.

Fin 1979, des militantes du groupe femmes d'Angers ont aussi participé à la rédaction d'une revue féministe trimestrielle intitulée *Les femmes et les femmes d'abord*, dont le numéro 1 parut en janvier 1980 (il rendait compte - entre autres - de la manifestation angevine de novembre 79). Vendue 6 F, cette revue était commune à quatre groupes femmes du Grand-ouest : Angers, Caen, Poitiers (qui possédait lui aussi un « Local des Femmes ») et Tours, où se trouvait le siège social.

L'orientation rédactionnelle de cette revue semble différente des bases adoptées par le groupe d'Angers, du moins au départ. Ainsi, dans le n° 1, un article féministe radical dénonce la présence des hommes dans les manifestations pour l'avortement. De même, le n° 3 paru en octobre 1980 portait en sous-titre « Journal du Mouvement de Libération des Femmes », référence abandonnée par les groupes femmes dès 1974, bien que le n° 1 ait toutefois dénoncé le « dépôt légal » de la « marque » MLF par la tendance Psy et Po, sous la forme d'une photocopie de la



Manifestation pour l'avortement;
une des banderoles du groupe de femmes d'Angers

¹² L'Aiglon (ceintures) et Mendès (confection pour femmes) étaient des usines situées dans les quartiers nord d'Angers.

¹³ Lettre du Groupe Femmes (Contraception, Avortement, Sexualité) et du Planning familial, datée du 27 novembre 1978.

page du Journal officiel où figurait cet enregistrement officiel, barrée en diagonale par la mention « cherchez l'erreur ! ». Le comité de rédaction de cette revue se réunit plusieurs week-end (dont celui des 15 et 16 novembre 1980) dans une ancienne ferme du petit village angevin d'Alligny, qui appartenait alors à un groupe angevin de militants de l'Ecole Emancipée (la tendance syndicaliste-révolutionnaire de la Fédération de l'Education Nationale).

Reconnu par la préfecture comme association de défense des femmes, le groupe femmes participa à des réunions institutionnelles. Ainsi, un document de la DASS du 18 février 1980 détaille les associations féminines du département qui ont participé à une réunion le 31 janvier 1980 à 15 h, sous la résidence du préfet. A côté de l'UDAF (18000 adhérents), de l'UPF (25 adhérentes), du Planning Familial (25 militantes environ), de l'UFCS (environ 25 adhérentes), figure le « Groupe de Femmes » d'Angers qui « veut lutter contre l'oppression de la femme sur tous les plans - édite un journal - possède une troupe théâtre [sic] ». L'objet de la réunion était la création d'un « Centre d'Information Féminin » analogue à celui de Cholet. Cela dit, il n'était pas question que l'Etat giscardien et la droite locale financent un « groupe de gauchistes » ! C'est ainsi que par un courrier daté du 1^{er} avril 1980 (!), le directeur de la DDASS informa le collectif du refus du Conseil général de Maine-et-Loire de lui accorder une subvention lors de sa séance du 14 janvier précédent.

C'est aussi en 1980 que des discussions s'ouvrirent avec le comité local du CUARH¹⁴ : d'un côté, par une lettre datée du 19 septembre 1980, le groupe femmes donna son accord pour former un « comité pour les droits des lesbiennes et homosexuelles », mais un autre document daté du 25 du même mois, signé du « groupe de Lesbiennes Féministes du Groupe de Femmes d'Angers » refusa de lui accorder son soutien, sauf de façon ponctuelle.

De nouvelles difficultés apparurent également à l'automne 1980. Le groupe femmes organisa en effet du 29 septembre au 4 octobre une semaine d' « expression de femmes » au Centre socio-culturel Jean-Vilar à la Roseraie, avec projection de films, soirée théâtre, etc. Cette semaine était complétée le mercredi 1^{er} octobre par une soirée de cinéma de femmes avec - entre autres - le film de Marta Metzarus « Les Héritières ». La projection de ce film et plus généralement l'organisation de cette semaine suscita la réprobation des « lesbiennes féministes du groupe de femmes d'Angers » qui publièrent le tract de format A5 reproduit ci-dessous présentant certes le « groupe de femmes d'Angers », mais se désolidarisant ouvertement de « la mixité des débats » et précisant : « le choix du film « Les héritières » est à l'initiative du « Club ». Nous, en tant que femmes du Mouvement de libération des femmes, refusons de cautionner par notre présence un tel film ».

Du 29 septembre au 7 octobre
« Expression de femmes »
au C.S.C.S. Jean-Vilar et au Club

Le groupe Femmes d'Angers organise du 29 septembre au 4 octobre, toute une semaine consacrée à la présentation d' « expressions de femmes », avec une exposition de dessins, gravures, sculptures et photos réalisées pour beaucoup par des animatrices de la revue « Sorcières », du théâtre, de la musique et aussi du cinéma, le « Club » prenant d'ailleurs du 1^{er} au 7 octobre, le relais du Centre Socio Culturel et Sportif Jean Vilar où se tiennent les autres manifestations :

— Jeudi 2 octobre, à 20 h 30, soirée cinéma avec deux courts métrages, « Histoire d'un soir », de Simone Raskin, et « Anastasie, Oh ma chérie », de Paule Baillargeon, ainsi qu'un long métrage, « Si c'est ça le destin », de Helga Reidemeister.

— Vendredi 3 octobre, à 20 h 30, soirée théâtre, avec « La Belle à deux têtes », par la troupe de la « Petite ortie ».

— Samedi 4 octobre, 20 h 30, soirée rock avec un groupe formé de quatre musiciennes : « Les Babouches ».

— Dimanche 5 octobre, 20 h 30, récital de Annkrist.

D'autre part, le mercredi 1^{er} octobre, le « Club » propose une soirée de cinéma de femmes avec « Les héritières », de Marta Metzarus (18 h 15). « Si c'est ça le destin », de Simone Raskin, suivi d'un débat avec la réalisatrice (20 h 15) et à 23 heures, « Bottes de Gui », de Judith Embler. Ces films seront projetés ensuite toute la semaine au « Club ».

Prix des places pour les spectacles au C.S.C.S. Jean Vilar, 20 F pour les adhérents, 25 F pour les non-adhérents ; cinéma, 15 F.

Le groupe de femmes d'Angers
est composé de différents groupes qui se réunissent ensemble tous les 1^{ers} mercredis du mois, à 20h30. Pour connaître les dates de réunion d'un groupe en particulier, écrire ou venir au local : 4, Rue St Laud - 3^e étage. Angers.

Dans le cadre de la semaine « Expression de femmes »,
1^o Nous tenons à dire notre désaccord politique sur la mixité des débats -
2^o Le choix du film « Les Héritières » est à l'initiative du « Club ». Nous, en tant que femmes du Mouvement de libération des femmes, refusons de cautionner par notre présence un tel film.

Des lesbiennes féministes du groupe de Femmes d'Angers



¹⁴ Le CUARH (Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle), créé entre autres par le militant LCR Jacques Fortin en juillet 1979, regroupait les GLH (Groupes de Libération Homosexuelle) de province, qui étaient mixtes, le MIEL (Mouvement d'Information et d'Expression des Lesbiennes), par définition non-mixte, et d'autres mouvements. C'est lui qui organisa en juin 1982 la première marche des Fiertés (« Gay pride »). Il disparut en 1987.

Le groupe de lesbiennes du groupe femmes fut alors accusé de vouloir y « prendre le pouvoir ».

Cette crise rebondit à la suite de la journée contre les violences faites aux femmes du 9 mai 1981, du débat sur la non-mixité de la projection ce même jour de « Chaperons rouges » à la FOL et de la marche de nuit qui s'ensuivit : ainsi, le 9 mai, deux tracts furent distribués place du Ralliement : le « tract jaune » du groupe femmes et le tract des « lesbiennes du collectif de lutte contre le viol »¹⁵. La discussion pour ou contre la mixité du débat qui devait suivre la projection de « Chaperons rouges » fut également portée devant le public. Elle faisait apparaître deux points de vue irréconciliables : pour certaines militantes du groupe femmes, le débat sur les agressions sexuelles concernait aussi les hommes, qu'il ne fallait pas tous considérer comme des violeurs, tandis que le « groupe de réflexion sur lesbianisme-féminisme » affirmait que « la libération des femmes ne se fera pas par des compromis mais par une lutte radicale de la classe des femmes solidaire contre la classe des hommes ». On voyait ainsi réapparaître, une dizaine d'années après les débuts du MLF, les clivages qui avaient opposé le groupe « Psychanalyse et Politique » aux autres tendances.

Cumulé, comme on l'a vu, avec la baisse de l'activité militante et les problèmes financiers récurrents, cet antagonisme amena l'assemblée générale du 9 juin 1981 à décider la dissolution de l'association « Collectif de femmes », dissolution qui fut enregistrée officiellement par la Préfecture de Maine-et-Loire le 1^{er} juillet suivant. Le groupe « lesbiennes féministes » continua cependant à fonctionner en se réunissant les une chez les autres et fut à l'origine de l'ouverture de la cafétéria des « Danaïdes ».

¹⁵ Tracts reproduits pages 27 à 32.

JOURNEE CONTRE LE VIOL ET AUTRES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

LE COMBAT CONTRE LE VIOL N'EST PAS TERMINE.
NOUS CONTINUONS A LE SUBIR QUOTIDIENNEMENT,
A ANGERS COMME AILLEURS,
DANS LA RUE,
COMME DANS LES LIEUX PRIVES.
ET NOUS CONTINUONS A LE DENONCER.

C'EST POURQUOI

LE SAMEDI 9 MAI, nous occuperons la PLACE DU RALLIEMENT.

VENEZ NOMBREUSES

Et LE SOIR à 21h (à la F.O.L. avenue Marie Talet)
projection du film " CHAPERONS ROUGES "
ouvert à toutes et à tous,
suivi d'un débat non-mixte, à la suite duquel,
nous exorciserons, toutes ensemble, notre peur,
par UNE MARCHE AUX FLAMBEAUX DANS LES RUES.

GROUPES FEMMES D'ANGERS.

chaperons rouges

VIDEO GONFLE EN 16MM
NOIR ET BLANC
44 MINUTES
QUEBEC 1979

REALISE PAR HELEN DOYLE
HELENE BOURGAULT

DISTRIBUE EN FRANCE PAR ISKRA
74 rue ALBERT
75013 PARIS.
Tél.: 583-11-18
583-22-65

CHAPERONS ROUGES est essentiellement un film sur la peur. Mais sur une peur très familière: cette vieille peur du viol inscrite dans nos corps de femmes, dans nos yeux aux aguets, nos muscles atrophiés, dans nos quotidiens rétrécis par tous ces gestes évités au cas où...

"Je me suis fait violer deux fois. Deux fois dans mon corps mais un million de fois dans ma tête et dans mon coeur".

Souvenirs, fantasmes, frustrations, peurs, révoltes sont dits dans le film. Des femmes en parlent avec le corps, avec des mots avec de la musique, avec des images. La peur est dite, c'est donc un premier pas. L'autodéfense est un deuxième pas, certes insuffisant mais combien important dans une démarche de dévictimation des femmes. Nous reste à inventer une nouvelle histoire dans laquelle nos filles et nos fils ne seront plus éduqués à devenir des chaperons rouges démunies ou des méchants loups agressifs.

"Car le viol n'a rien à voir avec la sexualité. C'est un acte de haine, de domination".



LE SAMEDI 9 MAI
A 21h. A LA F.O.L.
14 bis Av. MARIE TALET.



Tract d'appel à la journée contre le viol et les autres violences faites aux femmes / 9 mai 1981 / verso

JOURNEE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES .

Le viol: c'est une réalité à la fois discrète et brutale.

Quand elle est discrète, on la nomme "drague", "obscénité", "publicité".

Ces femmes qu'on toise dans la rue comme si elles étaient de la viande de boucherie, ces femmes qu'on déshabille sur les affiches publicitaires, ces "petites chattes" recherchées "pour faire minette" par de "gros matous" dans les graffitis obscènes des arrêts d'autobus: toutes ces femmes c'est nous telles qu'ils nous regardent, et leur regard est un viol.

Le regard de leur prétendu "désir", les hommes ont l'habitude de le porter sur les femmes à chaque minute.

Mais ils ne s'arrêtent pas au regard. Ils portent la main, ils portent la bouche, ils portent le sexe. Marie-Andrée, violée par 3 hommes. Corinne, violée par 8 hommes...Ca c'est brutal, violent et insupportable. Pourtant toutes ces femmes violées sont traitées par la justice comme si elles étaient elles, coupables: on leur fait passer des expertises médicales, psychiatriques, pour savoir si elles ne sont pas des menteuses ou si elles ne l'ont pas "royalement cherché". Cherché ça: la pire des humiliations, la pire de blessures...qu'ils appellent, eux, un rapport sexuel.

Ces femmes, c'est nous. TOUTES NOUS POUVONS ETRE VIOLEES.

Non pas parce que nous le cherchons ou le désirons, mais parce que les rapports que les hommes nouent avec les femmes sont toujours des rapports de pouvoir, des rapports de viol.

Combien de femmes viennent se plaindre dans les consultations de Planning, dans les centres de femmes...du "devoir conjugal" qu'elles doivent subir toutes les semaines ou tous les jours? La loi protège les hommes, elle ne nomme pas cette contrainte un viol, mais au contraire les autorise à la pratiquer: "Le mariage, en vertu des obligations qu'il impose aux époux, autorise le mari à accomplir sur sa femme, même malgré elle et par violence, l'acte conforme aux fins du mariage".(Répertoire pratique DALLOZ).

Combien de filles se "laissent faire" par leurs petits amis parce que "lui c'est cela qui l'intéresse et que sinon il va me laisser tomber". Voilà "l'amour", la sexualité dont ils parlent afin de mieux nous opprimer et de faire passer des rapports de pouvoir pour des rapports "humains" et "naturels"... "si je ne me laisse pas faire ils me cognent dessus".

Voilà le droit qu'ont les hommes, dans une société où le pouvoir est pour eux et contre nous, de s'approprier nos corps. Droit que légitime l'idée qu'il est "naturel" et "normal" pour une femme de vivre avec (aimer, coucher avec, faire la cuisine de, attendre, dépendre de, demander à, dormir sous) un homme.

C'est pourquoi nous disons que tout homme est un violeur, que tout homme est un homme.

C'est par cette "normalité" de l'hétérosexualité que l'on nous empêche de vivre et de prendre conscience des rapports antagonistes qui existent entre les hommes et les femmes. Pourtant il faut bien le dire, "une femme sans homme est comme un poisson sans bicyclette".

Viol, viol, viol... NOUS EN AVONS ASSEZ de nous faire traiter comme des objets ou des bêtes de somme. Le viol est une des réalités les plus dures que nous puissions subir en tant que femmes.

Il est temps que nous ne la supportions plus, il est temps pour nous:

- de dénoncer et de combattre tous les viols quotidiens,
- de porter plainte dès que nous avons été violées afin de faire reconnaître le viol pour ce qu'il est: UN CRIME POLITIQUE CONTRE LES FEMMES,
- de nous solidariser avec toutes les femmes violées, car seul notre

soutien peut les aider à surmonter l'horreur du viol,

- de nous organiser collectivement afin de détruire les rapports de force qui nous empêchent d'exister, en nous protégeant par l'autodéfense et en ripostant par l'offensive de nos élaborations et de nos actions.

Des lesbiennes du "collectif" de lutte contre le viol.

A PROPOS DU FILM- DEBAT DE CE SOIR (Chaperon rouge - journée de lutte contre le viol)

L'unanimité ne s'étant pas faite sur la non-mixité ou la mixité de la projection du film et du débat, nous avons tenu par ces textes à exprimer les différents courants qui traversent le groupe de femmes d'Angers.

Pourquoi la mixité au cours de la projection du film ?

-En premier lieu : Pour l'ouvrir à un plus grand nombre de femmes. " Venir seule " n'est pas encore à la portée de toutes. Les femmes à qui l'on s'adresse dans des " manifestations " non mixte ont déjà en elles plus de moyens de lutter et qu'il nous apparait comme un paradoxe absurde destiné à gommer la réalité de l'oppression de TOUTES les femmes, que de ne s'adresser qu'à cette catégorie de femmes qui possède les moyens d'analyser et donc de radicaliser la pensée féministe.

- En second lieu : Pour que ces femmes, confortées dans ce qu'elles ont ressenti au travers du film, puissent mieux exprimer la réalité de leur vécu.

De plus en plus d'hommes sont prêts à approuver que les femmes " fassent leur petit ménage " entre elles, prêts à faire ce genre de " concessions ", tant que cela ne les remet pas profondément en cause. On arrive actuellement à cette ambiguïté où le mouvement de libération des femmes se fait récupérer c'est à dire cloisonner dans un contexte qui s'inscrit à leur politique : le système patriarcal.

Marguerite DURAS : " les femmes ... installent des procès aux hommes, à la société, en font des lieux d'appartenance, le lieu d'élection de leur martyr. "

Ce qui est à craindre, c'est de rester dans ce statique.

Lorsqu'il y a pouvoir, c'est à dire oppresseurs et opprimés, il ne suffit pas de renverser la situation pour qu'il n'existe plus, et ce n'est pas par lui que chacun pourra trouver sa propre identité/autonomie.

Les agressions, tel que le viol et toutes les violences que nous subissons dans le quotidien, sont le pouvoir de tuer la liberté d'être de l'autre, dans son identité. Aussi elles ne sont pas que le problème des femmes et une manifestation, en public, comme cette journée, a sa raison d'être, si elle touche les hommes.

L'important, pour nous les femmes, c'est de nous retrouver toutes ensemble pour prendre conscience de notre force entre nous et en chacune. Et donc indispensable de nous donner des moments et des lieux privilégiés pour cela. C'est la raison d'un débat et d'une marche non mixtes.

"des femmes du groupe de femmes d'Angers"

POURQUOI J' AURAIS SOUHAITE UN FILM ET UN DEBAT MIXTE

Essentiellement parce que je considère, contrairement à certaines, qu'il est à la fois faux et dangereux d'affirmer que tous les hommes sont des violeurs.

Faux:

- parce que cela implique de ne pas faire de différence de nature entre viol, agressions sexuelles diverses, et simple manifestation du désir; le désir -qui n'est de surcroît pas l'apanage des hommes!- ne saurait en aucune façon être assimilé à une violence;

- parce que tous les hommes ne souhaitent pas avoir avec les

femmes des rapports de domination, d'agression ou de violence: pourquoi les traiter comme s'ils étaient tous du même modèle ?

Dangereux:

- parce que c'est supposer que l'homme est naturellement prédisposé au viol, que c'est là une fatalité biologique, un "appel de la bête" devant lequel il n'y a rien à faire: n'est-ce pas ce que plaident les avocats des violeurs ?

- parce que le corollaire de cette affirmation, c'est que les femmes aiment ça, qu'il faut les forcer un peu pour leur révéler le plaisir... C'est ce qu'affirment les violeurs, c'est ce que prétend aussi la littérature érotique masculine...

- parce que, s'il est vrai que la libération des femmes sera l'oeuvre des femmes, il n'en est pas moins nécessaire de diviser l'ennemi, pour mieux l'affaiblir: au lieu d'unifier le bloc des hommes contre les femmes, ne serait-il pas plus efficace de passer une alliance tactique avec les spécimens les plus ouverts ou les moins phallos de la classe des hommes ?

C'est pourquoi j'aurais aimé que les hommes a priori les plus réceptifs puissent écouter la parole des femmes, s'interroger avec nous, débattre avec nous.

Une Femme du Groupe de Femmes d' Angers

UNE LUTTE NON MIXTE POUR LA LIBERATION DES FEMMES, POURQUOI ?

Notre analyse nous a conduites à considérer la société comme étant constituée d'une classe d'hommes et d'une classe de femmes. Ce qui signifie pour nous qu'il existe une classe (classe des hommes) détenant le pouvoir d'opprimer l'autre classe (classe des femmes).

-Oppression sur laquelle repose la société et qui s'exerce par toutes les violences faites aux femmes pour les maintenir dans leur rôle de subordonnée, d'objet sexuel, de reproductrice, de consolatrice, d'admiratrice, de bonne à tout faire.

-Oppression qui s'exerce par: l'institution du mariage, l'hétérosexualité imposée comme norme, la prostitution, la drague, le viol, la publicité, les regards voyeurs, la négation de notre parole, etc, qui fait que nous vivons dans un état permanent de guerre des sexes.

Que peut faire la classe des femmes face à cette oppression ?

- Se débarrasser de l'idéologie patriarcale intériorisée qui nous a inculqué la peur, la dépendance et l'infériorité par rapport aux hommes. Ce travail doit se faire entre nous, il n'est possible ni avec, ni en présence des porteurs de cette idéologie même avec ceux qui, d'accord avec notre analyse, se disent "partie prenante"...des luttes des femmes.

-- Supprimer le pouvoir de la classe des hommes.

Le but n'est pas qu'ils n'exercent pas individuellement leur pouvoir mais de leur arracher un pouvoir qu'ils détiennent collectivement, ce qui ne sera possible qu'en menant une lutte collective de la classe des femmes contre la classe des hommes.

Pourquoi ne voulons-nous pas, dans le cadre de cette journée de lutte contre le viol, une projection mixte du film:

Parce qu'il ne s'agit ni de faire des compromis (film mixte, débat non mixte) ni d'éduquer les hommes, ni de les émouvoir en leur montrant l'horreur des violences que nous subissons, mais de refuser toute collaboration avec la classe des hommes seule manière de leur arracher le pouvoir: pour arriver enfin à la suppression de tout pouvoir.

La libération des femmes ne se fera pas par des compromis mais par une lutte radicale de la classe des femmes solidaire contre la classe des hommes.

C'est pourquoi nous nous adressons aux femmes et non aux hommes.

Groupe de réflexion sur "lesbianisme-féminisme"

Ainsi s'achevait, au printemps 1981, avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République le 10 mai et l'arrivée au Parlement d'une majorité de gauche en juin, un cycle de luttes féministes menées entre autres par une génération de militantes issues du mouvement de mai 1968. Dans la foulée de l'arrivée d'Yvette Roudy à la tête d'un véritable « Ministère des Droits de la Femme »¹⁶, puis, au bout d'un an et demi, de la décision de remboursement de l'IVG¹⁷, une partie du mouvement féministe allait plus ou moins s'institutionnaliser et bénéficier enfin de subventions que les divers gouvernements de droite précédents n'avaient évidemment jamais consenties aux groupements qui militaient ouvertement pour la liberté de l'avortement et de la contraception.

De plus, pour la plupart des militant-e-s d'extrême-gauche, qui comptaient - à l'instar de celles et ceux de la LCR - sur une explosion du mouvement social sur le modèle de la grève générale de mai-juin 1936, la désillusion sera rude, et la démobilisation aussi lente que progressive jusqu'aux grèves de masse de décembre 1995 dans le secteur public¹⁸.

Cette parenthèse - relative - dans la lutte des classes à l'échelle nationale n'a heureusement pas empêché l'émergence d'initiatives moins ambitieuses, mais répondant à des attentes locales, comme le montre l'expérience du local associatif *Les Danaïdes*.

¹⁶ Et non d'un secrétariat d'Etat comme avec Françoise Giroud en 1974-1976.

¹⁷ Sous la pression des mobilisations féministes, le Parlement vota finalement en procédure d'urgence le remboursement de l'IVG en décembre 1982 (ce point figurait dans le *Projet socialiste* de 1980, mais pas dans les *110 propositions* de Mitterrand).

¹⁸ Le mouvement contre le plan Juppé avait été précédé d'une importante mobilisation du mouvement pour les droits des femmes : à l'initiative de la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception), le 25 novembre 1995, 40 000 personnes défilèrent dans les rues de Paris.

étaient organisés, et qui réunirent parfois jusqu'à 60 femmes. Au passage, notons qu'à l'occasion de l'ouverture du lieu, la mairie d'Angers, qui n'avait pas fait grand-chose pour la faciliter, on pourrait même plutôt penser le contraire, se manifesta rapidement, par un courrier du 30 juin 1984, pour exiger les nécessaires contrôles de sécurité !

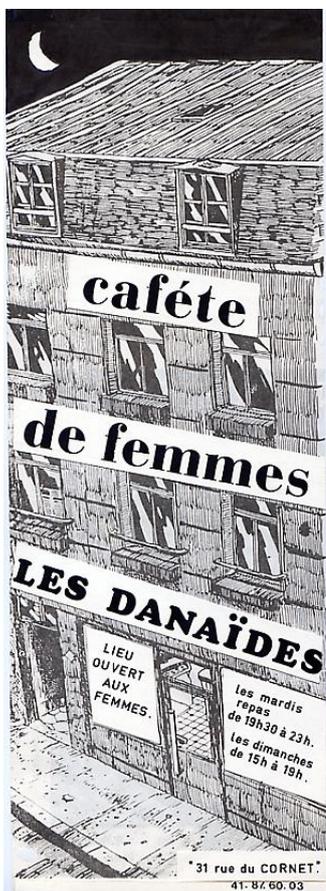


Le lieu fonctionna alors sur deux temps forts de rencontres hebdomadaires, le mardi soir pour des repas conviviaux (de 19 h 30 à 23 heures) et le dimanche de 15 h à 19 h pour des activités diverses. Pour le financement, des fêtes furent également organisées, notamment au CAD (Centre d'Animation de la Doutre), 43 place Grégoire-Bordillon, le 20 avril 1985 (l'opération fut d'ailleurs renouvelée le samedi 12 avril 1986, et peut-être le 16 mai 1987). En juillet-août, la cafète de femmes était fermée.

La politique internationale n'était pas absente des discussions : ainsi, le 28 mai 1985, une soirée avec film suivi d'un débat eut lieu avec des femmes de Greenham Common (Royaume-Uni) qui luttaient à l'époque contre l'installation d'une base de lancement de missiles nucléaires américains Pershing II. De même, en 1986 (AG du 19 mars et du 1^{er} septembre), des rencontres avec des « femmes de la Ligue » (la LCR), furent même envisagées, à l'initiative d'une militante du lieu, désignée responsable des contacts avec cette organisation politique, la seule évoquée dans les archives des Danaïdes.



Toutefois, le lieu était conçu essentiellement comme un lieu de vie et d'expression des femmes. Ainsi, plusieurs initiatives sur le thème « créations de femmes » eurent lieu à l'automne 1985, avec une exposition de travaux, de photos (du mardi 8 au dimanche 27 octobre), puis une rencontre intitulée « Feminist Art Project » où Viviane Clarac fit le compte rendu du travail d'un groupe de douze femmes aux Etats-Unis (dimanche 3 novembre). Cette dernière anima également d'autres rencontres le 1^{er} décembre 1985 (autour du livre qu'elle venait de publier, *De la honte à la colère - Viols par inceste*) et le 2 mars 1986 (au sujet d'une « femme américaine qui peint »).



Le dimanche pouvaient avoir lieu aussi des séances de massages ou bien des projections de vidéos (par exemple *Coup de foudre* de la réalisatrice Diane Kurys le 24 novembre 1985). Autres initiatives : le mardi 19 novembre 1985 eut lieu une soirée italienne avec « spécialités culinaires » et projection d'un film italien, et en décembre (du 3 au 22), une exposition de sculptures et de modelages. La Cafète organisa même un réveillon le 31 décembre ! Les dimanches 19 et 26 janvier 1986 virent fonctionner un atelier de fabrication de marionnettes, suivi d'une exposition de sculptures et collages (du 15 janvier au 15 février). Un atelier couture (réalisation d'un pantalon) eut lieu le dimanche 9 février, et le week-end suivant un stage d'initiation au Wendo (self-défense pour les femmes).

L'association co-organisa également avec le cinéma Jean-Vilar de la Roseraie une semaine de films de femmes du 9 au 13 avril 1986. Il s'agissait de courts, moyens et longs métrages qui avaient été diffusés au Festival international de Créteil, et qui évoquaient la question du travail ménager (*Ave Maria*, film suisse), la relation mère-fille (*J'ai toujours rêvé d'aimer ma mère*, film canadien), et les stéréotypes sur la « femme-respectable » (*Indian Cabaret*). La cafète présenta aussi des expositions de

photos en mai-juin 1986 et organisa des randonnées, des pique-niques...

L'activité fléchit cependant au cours du premier semestre 1987, la responsabilité des repas du mardi soir, qui assuraient l'équilibre du financement du lieu, n'étant plus assurée que par quatre femmes. L'association fut finalement dissoute dans l'été 1987, le bail fut résilié (les loyers de l'été étant payés), de même que l'abonnement EDF (le 21 août 1987).

Le groupe qui avait fondé les « Danaïdes » avait quand même tenu 5 ans, dont deux passés à se démener pour trouver un local et un système de financement... C'était bien évidemment le prix de l'indépendance politique par rapport à la municipalité et aux institutions.

En conclusion de cette brève étude, si l'on met de côté bien sûr l'activité du MLAC, du Planning Familial ou des syndicats et partis politiques qui intégraient déjà à l'époque des éléments du féminisme, on peut estimer que l'activité féministe « radicale » au sens large à Angers s'est étalée pratiquement sans trop de discontinuités sur environ 13 ans, de la fondation du groupe des « Pétoleuses - Femmes en lutte » en 1974 jusqu'à la fermeture des « Danaïdes » en 1987. Elle reprit toutefois dix ans plus tard, avec une nouvelle vague de jeunes féministes, dans le cadre du collectif « Emancipation », partie prenante du local associatif « L'Étincelle »²³, auquel se sont quand même jointes quelques militantes aguerries de la génération précédente.

²³ Ouvert au 26 rue Maillé en mars 1997, en principe pour 4 ans, le lieu associatif *L'Étincelle* existe encore fin 2011 !

REPERES CHRONOLOGIQUES POUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT DES FEMMES A ANGERS ET AILLEURS...

26 août 1970 : dépôt d'une gerbe à l'Arc de Triomphe en hommage à la femme du soldat inconnu, action considérée comme l'acte fondateur du *Mouvement de Libération des Femmes* (MLF).

Mai 1971 : parution du n° 1 du journal *Le Torchon brûle* (qui disparaîtra après le n° 6 de l'hiver 1973-1974). Il rassemble l'ensemble des courants féministes et se réclame du MLF.

1973 - 1974 : éclatement du MLF, constitution du groupe *Psychanalyse et Politique* (Psy et Po) qui lance les éditions *Des Femmes*.

9 avril 1973 : fondation du MLAC (*Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception*, mixte). Il rassemble des organisations de gauche (PS, PSU, CFDT, MNEF) et d'extrême-gauche (LCR, Lutte ouvrière, Alliance Marxiste Révolutionnaire, Révolution !...), mais aussi des personnalités, des individus.

8 mars 1974 : parution sur 16 pages du n° 0 du journal *Les Pétroleuses*, « tendance lutte de classe du Mouvement de Libération des Femmes », qui paraîtra jusqu'en octobre 1976 (n° 6). Il est conçu comme un outil pour « l'expression des groupes de femmes », « en lien conscient avec le mouvement ouvrier ».

Avril - mai 1974 : diffusion du 4 pages national des *Pétroleuses* appelant à « construire un mouvement des femmes ».

20 avril 1974 : manifestation à Paris pour l'avortement libre et gratuit, à l'appel du MLAC et des groupes femmes, avec le soutien de plusieurs partis d'extrême-gauche (Front communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière, Révolution !).

Samedi 25 mai 1974 : Contre-fête des mères place du Ralliement à Angers, première apparition du groupe « Femmes en lutte », alias « les Pétroleuses ».

8 et 9 juin 1974 : « grève des femmes », soutenue par les « Pétroleuses ».

15 et 16 juin 1974 : à l'initiative des *Pétroleuses*, rencontre nationale des groupes femmes à Bièvres (Essonne), à l'initiative de groupes femmes parisiens. Elle réunit environ 1000 femmes et 300 groupes d'orientations très diverses. Après cette rencontre, éclatement du courant lutte de classes du MLF en plusieurs groupes : le courant *Femmes en lutte* proche de l'Organisation Communiste Révolution, le courant *Elisabeth Dimitriev* (proche de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, une tendance trotskyste autogestionnaire) et les *Pétroleuses* proprement dites, où militent des femmes du Front communiste révolutionnaire (rebaptisé Ligue communiste révolutionnaire en décembre 1974).

Samedi 7 décembre 1974 : manifestation des *Pétroleuses* place Lorraine et dans les rues d'Angers en solidarité avec Eva Forest, Lidia Falcon et Maria Paz Ballesteros, menacées de mort par la dictature franquiste.

20 décembre 1974 : vote final au Parlement de la loi Veil qui autorise l'avortement.

Samedi 8 mars 1975 : distribution à Angers du tract signé « Pétroleuses d'Angers (femmes en lutte) » dénonçant l'oppression des femmes.

Jedi 15 mai 1975 : le « groupe Pétroleuses (femmes en lutte) d'Angers » appelle à la manifestation organisée devant la mairie par la CGT et la CFDT contre la venue de la ministre Françoise Giroud à Angers.

8 mars 1976 (un lundi) : tract du « groupe femmes d'Angers », abandon de la dénomination « Pétroleuses » qui faisait référence aux femmes militantes de la Commune de Paris.

Samedi 29 - dimanche 30 mai 1976 : week-end de discussion des groupes femmes d'Angers. Décision de rechercher un local.

31 mai - 6 juin 1976 : semaine « du côté des femmes » au cinéma Le Club (ancêtre des 400 Coups), 12 rue Gâte-Argent à Angers. L'après-midi du samedi 5 juin est consacré à des projections de courts et moyens métrages présentés et animés par le « Groupe Femmes d'Angers ».

Été 1976 : voyage de deux militantes du groupe femmes d'Angers en Suisse. Elles rencontrent les groupes féministes de Genève, Lausanne, Zurich, etc.

Septembre 1976 : début de la location du local situé 32 rue Parcheminerie, « réservé aux femmes ».

Samedi 16 et dimanche 17 octobre 1976 : nouveau week-end de discussion commun au groupe femmes et au groupe « femmes travailleuses » lié à l'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT). Décision non unanime d'unifier les deux groupes et de se répartir en plusieurs secteurs et groupes de travail (CHU, entreprises, quartiers, séduction...).

1^{er} décembre 1976 : première permanence publique du « groupe femmes » au 32 rue Parcheminerie.

Jeudi 14 avril 1977 : constitution du groupe de réflexion « plaisir et contrainte » qui ne se reconnaît pas dans les groupes existants et considère le « groupe central » comme « défunt ».

28-29-30 mai 1977 : Rencontre internationale des femmes à Vincennes, à l'initiative du courant « lutte de classes ».

25 juin 1977 : conférence nationale des femmes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

Octobre 1977 : abandon du local de la rue Parcheminerie, installation des groupes femmes dans un appartement plus vaste, au 3^e étage du 4 rue Saint-Laud, en plein centre-ville.

Novembre 1977 : n° 1 des *Cahiers du féminisme*, publication de la LCR qui tiendra jusqu'en 1997 (n° 79-80).

Janvier 1978 : n° 1 de la revue *Des femmes en mouvements*, publiée par le groupe Psy et Po.

Janvier 1978 : procès pour viol au Mans. Campagne du groupe femmes d'Angers contre le viol.

Vendredi 3 février 1978 : 400 personnes au débat organisé par le groupe femmes « Viol et agressions » au local de la FOL, avenue Marie-Talet, après la projection de deux courts-métrages.

24 mai 1978 : constitution officielle du groupe femmes d'Angers en association sous le nom « collectif de femmes ».

18 octobre 1979 : le groupe Psy et Po s'approprie le label *Mouvement de Libération des Femmes* en le faisant enregistrer au Journal Officiel. Il est déposé à l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle !) fin novembre...

Samedi 9 mai 1981 : à la veille du second tour de l'élection présidentielle, marche aux flambeaux contre le viol dans les rues du plateau piétonnier d'Angers. Crise du groupe femmes d'Angers.

1^{er} juillet 1981 : suite à cette crise, dissolution officielle de l'association « collectif de femmes » et fermeture du local de la rue Saint-Laud.

31 mars 1982 : déclaration en Préfecture d'Angers de l'association « Les Danaïdes ».

Avril 1984 : ouverture de la cafétéria de femmes « Les Danaïdes » au 31 rue du Cornet à Angers.

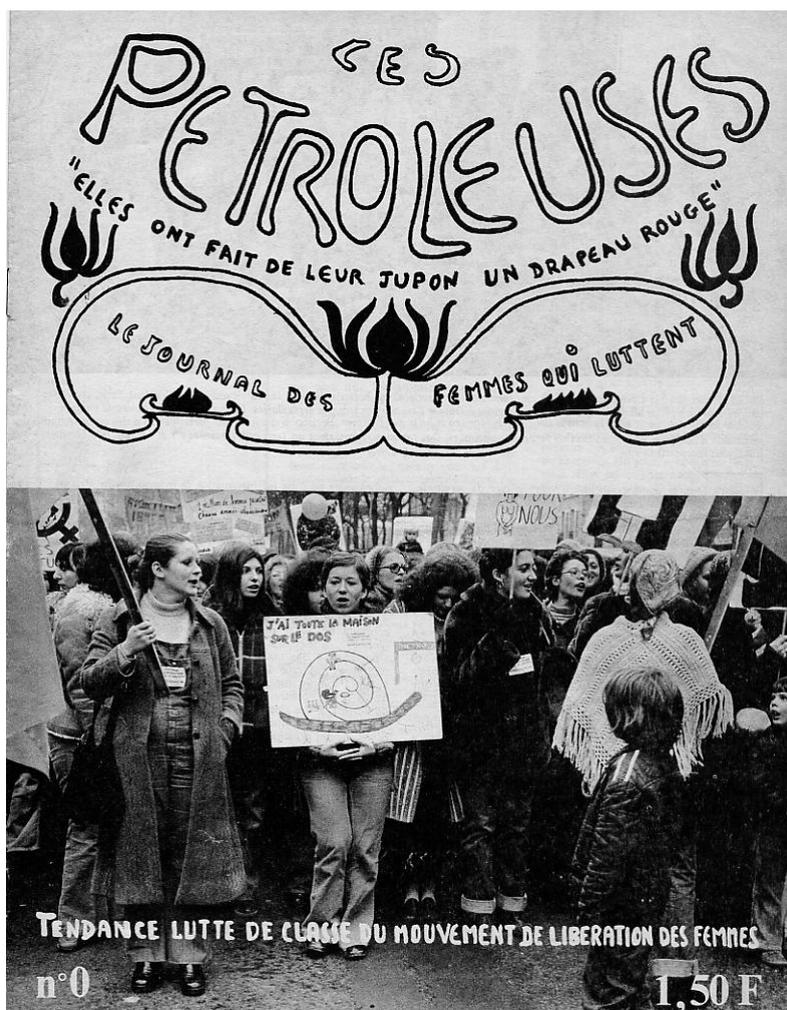
28 mai 1985 : film-débat aux Danaïdes avec des femmes de Greenham Common (Royaume-Uni) en lutte contre l'installation de fusées Pershing II.

1^{er} décembre 1985 : conférence de Viviane Clarac aux Danaïdes au sujet du livre qu'elle a co-écrit, *De la honte à la colère - Viols par inceste*.

Août 1987 : dissolution de l'association « Les Danaïdes » et fermeture du lieu.

SOURCES

- Collection du journal *Le Torchon brûle* (Archives Marie Roudil).
- Exemplaires du journal *Les Pétroleuses* (Archives Marie Roudil).
- Collection des *Cahiers du Féminisme* (Archives Frédéric Dabouis).
- Archives personnelles de Marie Roudil et Anne-Marie Charles.



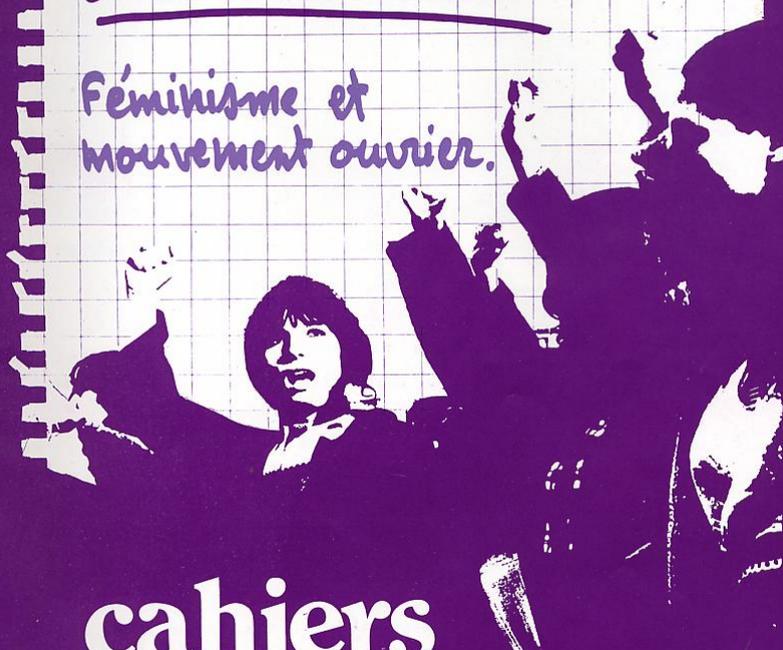
BIBLIOGRAPHIE

- Irène Corradin et Jacqueline Martin (dir.), *Les femmes sujets d'histoire*, Presses Universitaires du Mirail, 1999.
- Christine Bard, *Les femmes dans la société française au 20^e siècle*, Armand Colin, 2001.
- Michèle Riot-Sarcey, *Histoire du féminisme*, La Découverte, 2002.
- Josette Trat (coord.), *Les Cahiers du féminisme (1977-1998), vingt ans dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes*, Syllepse, 2011.

no 1, novembre 77, 6 francs.

Dossier avortement

Féminisme et
mouvement ouvrier.



**cahiers
du féminisme**

Imprimerie spéciale